

**Pacte mondial pour des migrations  
sûres, ordonnées et régulières -  
Réponse de M. Jean-Yves Le Drian,  
ministre de l'Europe et des affaires  
étrangères, à une question au  
gouvernement à l'Assemblée  
nationale**

(Paris, 19 décembre 2018)

Monsieur le Député,

Je trouve votre question bizarre, parce que, à propos du pacte de Marrakech, à la demande justifiée de plusieurs députés, l'ambassadeur chargé de ces questions a été entendu hier.

Je voudrais simplement dire à M. le Député que cette question du pacte de Marrakech a été évoquée par mes propres soins devant la Commission des affaires étrangères la semaine dernière pendant deux heures. J'ai eu l'occasion de m'exprimer longuement sur ce sujet. Et, hier, à votre demande, j'ai demandé à l'ambassadeur, qui suit cette question, d'être aussi auditionné par la Commission des affaires étrangères, et il n'y avait personne de votre groupe, personne. Donc, vos injonctions au débat me paraissent un peu inconvenantes. Je voudrais aussi vous dire que, sur le pacte de Marrakech, il y a eu beaucoup de fantaisies qui ont circulé sur les réseaux sociaux dont vous vous êtes montrés un peu solidaires ou complices.

La vérité, c'est que, dans le pacte de Marrakech, que je vous conseille de lire, il est réaffirmé que la politique migratoire est une prérogative de souveraineté nationale et que chaque Etat a le droit de décider qui il admet sur son territoire, qui il refuse ; qu'il s'agit d'un principe démocratique intangible. Et le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières est construit sur ce principe fondamental. Je regrette, Monsieur le Député, que vous ne l'ayez pas lu./.